

# En 2015, la reprise progressive de l'activité se diffuse dans la région

Jean Sebban, Insee

En 2015, en Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes (ALPC) comme en France métropolitaine, l'économie montre des signes de reprise. Le PIB national progresse de 1,3 % et la plupart des indicateurs économiques régionaux sont dans le vert.

## Davantage d'emplois salariés en ALPC...

En 2015, l'emploi salarié marchand en ALPC augmente de 0,7 % par rapport à l'année précédente, soit 8 800 emplois supplémentaires. Cette hausse est légèrement plus marquée qu'en France métropolitaine (+ 0,5 %). Elle est principalement due à l'évolution dans les services marchands hors intérim. L'emploi croît également dans le commerce et l'intérim. En revanche, il continue de décliner dans la construction et l'industrie.

## ...stopant la progression du chômage

En ALPC, au 4<sup>e</sup> trimestre 2015, les chômeurs représentent 9,7 % de la population active, soit une très légère baisse de 0,1 point par rapport au même trimestre en 2014. Ce taux reste inférieur au taux de chômage en France métropolitaine (10,0 %). Les inscriptions à Pôle emploi sont moins nombreuses en 2015 qu'en 2014 (- 1,1 %), mais restent supérieures aux sorties. Par conséquent, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C fin décembre 2015 continue de croître sur un an (+ 4,9 %). Le nombre de demandeurs de moins de 25 ans diminue, mais celui des seniors et celui des personnes inscrites depuis un an ou plus augmentent.

Les bénéficiaires de contrats aidés, contrats uniques d'insertion et emplois d'avenir, sont toujours plus nombreux en ALPC (+ 2,6 %), alors qu'ils progressent faiblement en France métropolitaine (+ 0,4 %). En 2015, les entreprises consomment davantage d'heures en activité partielle (+ 31 %), le secteur de l'industrie en utilise la moitié.

## Les micro-entrepreneurs perdent du terrain

En 2015, les créateurs d'entreprises sont moins nombreux qu'en 2014, dans la région comme en France métropolitaine. Les créations d'entreprises individuelles sous le régime du micro-entrepreneur s'effondrent, remplacées en partie par les créations d'entreprises individuelles « classiques » qui repartent à la hausse. Les créations de société restent stables.

## Le commerce extérieur se porte bien

La balance du commerce extérieur régional est excédentaire et se consolide en 2015. Elle retrouve quasiment son niveau de 2013. Les exportations repartent à la hausse, principalement grâce aux secteurs des boissons, des produits de la culture et de l'élevage et de la construction aéronautique et spatiale. Les importations se contractent encore, sous l'effet de la baisse du prix du pétrole. Ce phénomène est toutefois limité par la dépréciation de l'euro par rapport au dollar.

## De bonnes perspectives dans l'industrie et les services marchands

En 2015, l'activité industrielle progresse faiblement mais les perspectives d'évolution de la production et de l'investissement sont favorables à court terme. La rentabilité des entreprises industrielles s'est légèrement améliorée grâce au CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi).

Dans le secteur des services marchands, l'activité augmente sensiblement en 2015 et l'investissement se maintient. L'investissement pourrait diminuer en 2016, mais l'activité devrait à nouveau se renforcer.

## Encore une année difficile dans le BTP, mais des signes encourageants

Les entreprises du BTP continuent de souffrir en 2015, dans les secteurs du logement neuf, la maison individuelle et la

construction de bâtiments non résidentiels. Les chefs d'entreprises envisagent cependant une légère amélioration de leur activité en 2016.

Les mises en chantier de logements baissent en ALPC pour la quatrième année consécutive, alors que la reprise semble s'amorcer au niveau national. Le secteur des locaux non résidentiels redémarre avec un accroissement de 17 % des surfaces autorisées. Après trois années de baisse, les autorisations de construire s'orientent à la hausse.

## Bonne orientation dans le transport et le tourisme

En 2015, le trafic aérien de passagers en ALPC progresse de 5 %, porté par la croissance du trafic international et du low cost. Le trafic du Port Atlantique La Rochelle croît de 4,3 % en un an, celui de Bordeaux Port Atlantique reste stable. Les immatriculations de véhicules neufs progressent dans la région.

Les touristes sont au rendez-vous dans les hôtels et les campings d'ALPC en 2015 : la fréquentation augmente respectivement de 5,2 % et 4,6 %. Les clients français sont de retour dans les hôtels. La fréquentation étrangère croît dans les hôtels mais reste stable dans l'hôtellerie de plein air.

## Année correcte pour les productions végétales, difficile pour les productions animales

Les conditions climatiques ont engendré des résultats contrastés pour les productions végétales régionales. Elles ont favorisé les rendements et les surfaces des cultures d'automne (céréales, blé, orge), mais pas ceux des cultures de printemps (maïs, tournesol). Les exportations de vins sont soutenues par le marché chinois, celles de cognac par le marché américain. La production de lait de vache recule alors que le régime des quotas s'arrête. Les cours de la filière bovine se déprécient, tout comme celui des porcs et de la volaille. Le prix du brotard résiste. ■

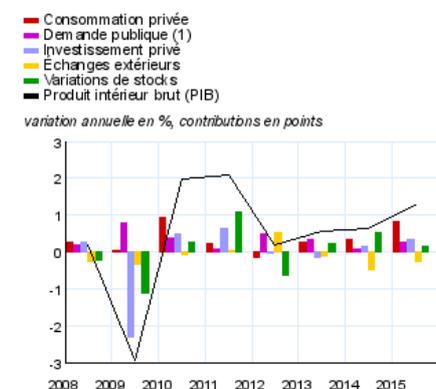
# L'économie française accélère en 2015

Camille Sutter, Division Synthèse conjoncturelle

## La reprise se confirme dans la zone euro

En 2015, l'activité mondiale ralentit légèrement, du fait d'un fléchissement de la croissance dans les pays émergents. Cela résulte notamment d'un nouveau ralentissement de l'activité en Chine, et d'importantes récessions au Brésil et en Russie. Dans les économies avancées, la croissance reste en revanche robuste (+ 2,0 % après + 2,2 % en 2014). Aux États-Unis, l'activité croît solidement, au même rythme qu'en 2014 (+ 2,4 %) ; l'activité britannique reste également dynamique (+ 2,3 %). Dans la zone euro, la reprise se confirme (+ 1,6 % après + 0,9 %) et les rythmes de croissance des principales économies de la zone s'homogénéisent. Plusieurs facteurs externes favorisent l'activité européenne. D'une part, la baisse des prix du pétrole et des matières premières pèse sur l'inflation, ce qui, combiné à l'accélération de l'emploi, soutient le pouvoir d'achat des ménages, et donc leur consommation. D'autre part, la dépréciation de l'euro à l'œuvre depuis mi-2014 favorise les exportations de la zone, limitant les effets d'un commerce mondial morose. En outre, la baisse des taux d'intérêt due à la politique monétaire non conventionnelle – notamment la mise en place d'un quantitative easing – de la Banque centrale européenne dynamise l'investissement, et contribue à sa forte accélération, notamment en Europe du Sud.

### 1 Évolution du PIB en volume et contributions à cette évolution



(1) : y compris institutions sans but lucratif au service des ménages

Champ : France

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010

## L'économie française accélère en 2015

Dans le mouvement européen, l'économie française continue elle aussi d'accélérer en 2015 : le PIB progresse de + 1,3 % en volume, après + 0,6 % en 2014. Il s'agit de la plus forte croissance depuis 2011.

La consommation des ménages est le principal facteur de l'accélération en 2015 (+ 1,5 % après + 0,7 %), dans le sillage de leur pouvoir d'achat. Du côté de la demande publique, la consommation des administrations publiques accélère légèrement (+ 1,4 % après + 1,2 %) tandis que le recul de l'investissement public est moins accentué qu'en 2014 (- 3,8 % après - 5,7 %). L'investissement des entreprises accélère (+ 2,8 % après + 1,6 %), tandis que le recul de l'investissement des ménages s'atténue (- 0,8 % après - 3,5 %).

Les échanges extérieurs continuent de peser sur la croissance, mais moins fortement en 2015 (- 0,3 point) qu'en 2014 (- 0,5 point). Le dynamisme des exportations est en effet plus que compensé par celui des importations. Enfin, le comportement de stockage des entreprises contribue de nouveau positivement à la croissance (+ 0,1 point).

## L'emploi total augmente

Dans le sillage de la reprise d'activité, l'emploi salarié du secteur marchand non agricole se stabilise après deux années consécutives de baisse. Grâce aux créations nettes d'emplois dans le secteur non marchand ainsi que pour les non-salariés, l'emploi total continue d'augmenter. Le taux de chômage en France entière est ainsi stable en moyenne annuelle à 10,3 %. En revanche, en glissement annuel en fin d'année, l'emploi salarié SMNA s'améliore nettement : fin 2015, l'économie française compte 102 000 emplois de plus que fin 2014 (+ 0,5 %).

## Le pouvoir d'achat des ménages accélère nettement

En moyenne annuelle, l'indice des prix à la consommation stagne, en net ralentissement par rapport à 2014 (+ 0,5 %), du fait de sa composante énergétique : les prix de l'énergie se replient en effet fortement en 2015 avec la chute du cours du baril de Brent. De plus, les revenus d'activité augmentent fortement (+ 1,7 % après + 0,8 %). Ainsi, le pouvoir d'achat des ménages accélère en 2015 : + 1,6 % après + 0,7 %. Cette hausse est proche de sa croissance moyenne depuis 2000 (+ 1,5 %). ■

### 2 Contribution des principaux agrégats à la croissance du PIB

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			2015 En milliards d'euros	Contribution à la croissance du PIB en volume
	2013	2014	2015		
<b>Produit intérieur brut (PIB)</b>	<b>0,6</b>	<b>0,6</b>	<b>1,3</b>	<b>2 181,1</b>	<b>1,3</b>
Importations	2,1	4,7	6,6	685,0	- 2,1
Consommation effective des ménages, dont :	0,7	0,9	1,6	1 540,7	1,1
dépense des ménages	0,5	0,7	1,5	1 156,0	0,8
Dépense individualisable des administrations et des ISBLSM	1,4	1,8	1,7	384,7	0,3
Consommation collective des administrations publiques	1,5	- 0,1	1,0	182,7	0,1
Formation brute de capital fixe, dont :	- 0,8	- 0,3	1,0	469,2	0,2
entreprises non financières	0,2	1,6	2,8	262,7	0,3
ménages	- 0,5	- 3,5	- 0,8	107,6	0,0
administrations publiques	- 0,7	- 5,7	- 3,8	75,3	- 0,1
Variations de stocks (contribution à la croissance)	0,2	0,5	0,1	2,7	0,1
Exportations	1,9	3,3	6,1	654,9	1,8

ISBLSM : institutions sans but lucratif au service des ménages

Note : les séries sont présentées ici non corrigées des jours ouvrés.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010